



Industrie Canada Industry Canada

BULLETIN TRIMESTRIEL SUR LA

PETITE

Vol. 8, n° 1, mai 2006

entreprise

www.strategis.gc.ca/trimestrielPME

GRANDES

tendances

Entre le quatrième trimestre de 2004 et le trimestre correspondant de 2005, les petites entreprises (moins de 100 employés) ont créé 38 709 emplois, soit 17,6 % des emplois nets créés dans l'économie canadienne. Cela représente une baisse par rapport au taux de 26,8 % enregistré au trimestre précédent.

On a enregistré 1 726 faillites commerciales au quatrième trimestre de 2005, soit une diminution de 12,2 % par rapport au trimestre correspondant de 2004.

Les prêts en cours consentis aux entreprises¹ par les banques à charte se sont chiffrés à 100,2 milliards de dollars au quatrième trimestre de 2005, soit une hausse de 5,4 % par rapport au trimestre correspondant de 2004. Les prêts de moins de 500 000 \$ constituaient 19 % de l'ensemble des prêts consentis aux entreprises.

Le pays comptait 2,51 millions de travailleurs indépendants au premier trimestre de 2006, soit une hausse de 1,5 % par rapport au trimestre correspondant de 2005.

¹ Ce chiffre n'inclut pas les hypothèques non résidentielles, les prêts agricoles et les engagements des clients au titre d'acceptations.

PROFILS DES PETITES ENTREPRISES

Entrepreneurs bénéficiant d'un financement informel

Le marché informel est la plus grande source de capitaux propres externes pour les petites et moyennes entreprises (PME)¹ canadiennes. Du côté de la demande, le marché compte des milliers de petites entreprises à la recherche d'investissements de fonds propres. Du côté de l'offre, le marché comprend deux groupes d'investisseurs. Le premier, celui des investisseurs en capital de risque convivial, comprend les amis et membres de la famille du propriétaire d'entreprise, qui investissent leurs fonds personnels dans l'entreprise de ce dernier. Les investisseurs providentiels², qui forment le deuxième groupe, sont des personnes ayant un avoir net élevé. Ce sont souvent des entrepreneurs disposés à investir leur richesse personnelle dans des entreprises appartenant à d'autres. En utilisant les données de la version de 2004 du Programme de recherche sur le financement des PME (PRF-PME), cet article examine les entreprises qui ont eu accès à ces deux formes prédominantes d'investissement informel.

Proportion d'entreprises ayant bénéficié d'un investissement informel

En 2004, les investisseurs providentiels ont joué un rôle dans le financement de plus de 200 000 PME canadiennes, soit environ 15 % de l'ensemble des PME du pays (1,36 million). Par comparaison, les amis et la famille ont contribué au financement de plus de 328 000 PME canadiennes, soit presque une entreprise sur quatre. Des entreprises de tous les secteurs de l'industrie ont eu accès à ces

(suite à la page 2)

SOMMAIRE

<i>Travail indépendant</i>	3
<i>Financement</i>	4
<i>Coup d'œil sur l'économie</i>	5
<i>Création d'emplois</i>	5
<i>Faillites commerciales</i>	7
<i>Faits nouveaux</i>	8





(suite de la page 1)

deux formes prédominantes d'investissement informel, mais elles étaient plus nombreuses dans les secteurs de la fabrication et du commerce de gros et de détail. Comme les amis et la famille, les investisseurs providentiels ont aidé à financer des entreprises de toutes les régions.

Activité de financement

Les entreprises financées par des investisseurs providentiels avaient plus de chances que les autres entreprises (tableau 1) de voir leur crédit externe approuvé sous forme de prêts et de crédit commerciaux (85 % des demandes émanant d'entreprises financées par des investisseurs providentiels ont été acceptées, par rapport à 70 % pour les entreprises financées par des amis et la famille). Cela suggère qu'en plus d'être des bailleurs de fonds, les investisseurs providentiels jouent peut-être un rôle d'accréditation pour l'obtention de crédit externe. Compte tenu du taux d'approbation plus faible des prêts demandés par des entreprises financées

par des amis et la famille, ces entreprises ont été plus enclines à demander un financement additionnel par capitaux propres (taux de demande de 3,7 % par rapport à un taux de 0,6 % pour les entreprises financées par des investisseurs providentiels et celles sans financement informel).

Pour obtenir de plus amples renseignements concernant les résultats de ce profil, visitez le site Web du PRF-PME à l'adresse www.strategis.ic.gc.ca/prf.

¹ Aux fins du présent article, on définit les PME comme des entreprises de moins de 500 employés dont le chiffre d'affaires est inférieur à 50 millions de dollars. Sont exclus de la définition les organismes gouvernementaux ou sans but lucratif, les écoles, les hôpitaux, les filiales, les coopératives et les entreprises de financement et de crédit-bail.

² Les investisseurs informels sont généralement des personnes qui possèdent un avoir net élevé, qui sont instruites et qui ont une grande expérience des affaires. Il s'agit souvent d'entrepreneurs ou d'anciens entrepreneurs qui souhaitent investir le produit de leurs réalisations dans les entreprises d'autres entrepreneurs n'ayant aucun lien avec eux, et partager avec eux leur expérience des affaires.

Tableau 1 : Taux de demande de financement et d'approbation, 2004

Type de financement	Entreprises financées par des investisseurs providentiels	Entreprises financées par des amis et la famille	Entreprises sans financement informel	
	(%)			
% d'entreprises ayant demandé un financement quelconque	26,0	21,0	19,0	
Financement par emprunt	• Taux de demande	22,0	15,0	
	• Taux d'approbation	85,0	70,0	92,0
Financement par les fournisseurs	• Taux de demande	13,0	9,0	
	• Taux d'approbation	96,0	92,0	92,0
Autre financement par capitaux propres*	• Taux de demande	0,6	3,7	0,6

* Le taux d'approbation pour l'ensemble des PME qui ont demandé un autre financement par capitaux propres s'élevait à 46 %.

Source : Statistique Canada, *Enquête sur le financement des petites et moyennes entreprises*, 2004.



TRAVAIL *indépendant*

Selon l'*Enquête sur la population active* de Statistique Canada, le nombre des travailleurs indépendants a connu une croissance annualisée de 1,9 % de 1995 à 2005, une hausse toutefois moindre que celle des employés (2,0 %). La croissance a été plus forte chez les travailleuses indépendantes, avec une hausse annuelle de 2,1 % comparativement à 1,8 % chez leurs homologues masculins (tableau 2). Après une période de déclin en 2000 et 2001, période qui correspond à un ralentissement économique, le travail indépendant a repris de la vigueur ces cinq dernières années, affichant une croissance annualisée de 2,3 % chez les hommes et de 2,9 % chez les femmes.

Ainsi, les travailleuses indépendantes gagnent quelque peu du terrain par rapport à leurs homologues masculins. En 2005, elles représentaient 34,5 % de tous les travailleurs autonomes alors qu'elles comptaient pour 33,7 % en 1995, soit une hausse de 0,8 point de pourcentage.

Lors de la dernière décennie, de plus en plus de travailleurs indépendants ont préféré constituer leurs entreprises en société. La représentation des travailleurs indépendants masculins dont l'entreprise est constituée en société est passée de 25,2 % de l'ensemble des travailleurs indépendants en 1995 à 29,5 % en 2005, alors que celle des travailleuses indépendantes de la même catégorie est passée de 7,3 % à 10,0 %. Ce phénomène est particulièrement présent chez les travailleurs indépendants sans aide rémunérée (hommes et femmes) dont la proportion d'entreprises constituées en société a doublé en dix ans.

Quant aux travailleurs familiaux non rémunérés, leur nombre continue de baisser, notamment chez les femmes. Celles-ci ne comptaient plus que pour 0,6 % de l'ensemble des travailleurs indépendants en 2005, comparativement à 2,0 % en 1995. En dix ans, leur nombre a diminué de 9,5 % annuellement, soit la plus forte baisse observée dans toutes les catégories de travailleurs indépendants.

Tableau 2 : Travailleurs indépendants au Canada, proportion et taux de croissance annuel selon la catégorie de travailleur et le sexe, 1995-2005

	Hommes (pourcentage de l'ensemble des travailleurs indépendants)						Femmes (pourcentage de l'ensemble des travailleurs indépendants)					
	Tous les travailleurs indépendants	Entreprise constituée en société		Entreprise non constituée en société		Travailleurs familiaux non rémunérés	Toutes les travailleuses indépendantes	Entreprise constituée en société		Entreprise non constituée en société		Travailleuses familiales non rémunérées
		Sans aide rémunérée	Avec aide rémunérée	Sans aide rémunérée	Avec aide rémunérée			Sans aide rémunérée	Avec aide rémunérée			
1995	66,3	6,0	19,2	28,9	11,5	0,7	33,7	2,1	5,2	20,7	3,7	2,0
1996	65,7	6,6	17,8	29,7	11,0	0,6	34,3	2,2	4,8	21,5	3,8	2,0
1997	64,8	7,8	17,3	29,9	9,0	0,8	35,2	2,9	5,3	21,9	3,2	1,9
1998	64,5	7,5	16,2	31,1	8,9	0,7	35,5	2,8	4,9	22,6	3,4	1,8
1999	65,1	8,4	16,8	30,8	8,6	0,6	34,9	3,0	5,1	22,1	3,5	1,2
2000	64,8	9,1	16,3	30,1	8,8	0,5	35,2	3,2	5,6	21,5	3,7	1,2
2001	66,0	10,0	16,6	29,9	9,1	0,5	34,0	3,3	5,2	20,8	3,7	1,0
2002	64,8	10,4	16,1	29,2	8,6	0,5	35,2	3,6	5,4	21,7	3,6	0,9
2003	65,4	11,0	16,2	29,5	8,3	0,5	34,6	3,8	5,2	21,2	3,5	0,9
2004	65,8	11,4	17,1	28,9	8,0	0,4	34,2	4,3	5,7	20,2	3,2	0,8
2005	65,5	11,8	17,7	28,1	7,6	0,4	34,5	4,2	5,8	20,5	3,3	0,6
Taux de croissance												
1995-2005	1,8	8,9	1,1	1,6	-2,3	-3,7	2,1	9,1	3,1	1,8	0,9	-9,5
1995-1999	3,5	12,7	0,5	5,6	-3,5	1,0	4,9	13,8	3,9	5,6	2,6	-8,5
1999-2001	-2,5	6,0	-3,7	-4,7	-0,4	-17,1	-4,6	1,6	-3,2	-6,2	0,5	-14,0
2001-2005	2,3	6,7	4,1	0,9	-2,1	-0,9	2,9	8,4	5,6	2,2	-0,5	-8,2

Source : Statistique Canada, *Enquête sur la population active*, 2005.



FINANCEMENT

Financement des entreprises d'économie sociale

Industrie Canada a mandaté PricewaterhouseCoopers Canada, la Coopérative du Réseau d'investissement communautaire du Canada et le Carleton Centre for Community Innovation d'entreprendre trois examens de la littérature académique et professionnelle portant sur divers aspects financiers des entreprises d'économie sociale (EES)¹. D'après ces études, il y aurait environ 162 000 entreprises d'économie sociale au Canada. Ces entreprises, qui emploient plus de 900 000 personnes, représentent 2,6 % du produit intérieur brut du pays. À l'exclusion des EES évoluant dans les secteurs de la santé, de l'éducation et de la recherche, on estime que les entreprises d'économie sociale tirent 47 % de leurs recettes totales d'activités d'entrepreneuriat et que 30 % de leur financement provient de sources gouvernementales, 19 % de dons de charité et 4 % d'autres sources.

Selon ces études, les EES sont souvent aux prises avec des difficultés financières en raison d'un manque de compétences en gestion, de l'absence de stratégies commerciales bien articulées, d'un faible appui du secteur financier et d'autres incertitudes dans leur cadre opérationnel. Ces études démontrent également que les EES ont besoin d'avoir plus facilement accès au financement des banques et des grandes institutions financières pour parvenir à des niveaux de fonctionnement durables et concurrentiels. Or, les institutions de financement communautaires sont les seules institutions financières importantes à leur donner un accès au capital. Elles jouent un rôle déterminant en réunissant et en

distribuant des capitaux, mais elles se trouvent à un stade de développement très précoce au Canada. Elles sont en grande partie financées par des programmes fédéraux de développement régional. Les autres sources de financement à la disposition des EES sont très limitées, car les investisseurs de capital de risque et de capital de risque privé sont en quête de rendements élevés, et les investisseurs et les bailleurs de fonds ordinaires les perçoivent comme des entités à risque élevé, peu susceptibles d'être rentables et n'ayant pas un esprit d'initiative ou un sens des affaires suffisant.

Ces trois rapports font état d'un lien croissant entre l'économie sociale et l'économie de marché. Ils révèlent également que les pouvoirs publics se tournent de plus en plus vers les entreprises d'économie sociale pour assurer la prestation de services et que, dès lors, ils exigent des niveaux de responsabilisation plus élevés et ont recours à des processus de mise en concurrence pour assurer l'efficacité. Dans un tel contexte, les EES constatent qu'elles doivent adopter des méthodes de fonctionnement similaires à celles employées par les PME pour survivre et parvenir à livrer concurrence aux PME sur un large éventail de marchés.

¹ Les EES incluent les coopératives, les organismes locaux de développement et un bon nombre (mais non la totalité) d'organismes de bienfaisance et sans but lucratif. Leur secteur d'activité est varié, depuis le développement économique jusqu'à la santé, en passant par l'éducation, la recherche, l'environnement, les services communautaires et sociaux et le développement international.

CRÉATION d'emplois

Selon l'Enquête sur l'emploi, la rémunération et les heures de travail de Statistique Canada, le nombre d'emplois rémunérés a augmenté de 219 582 au quatrième trimestre 2005 par rapport à la même période en 2004, pour atteindre 13 690 796 emplois (tableau 3). Ceci correspond à une croissance annuelle de 1,6 %, soit la plus forte hausse depuis le deuxième trimestre de 2003. Bien que la croissance de l'emploi ait aussi été observée chez les petites et les moyennes entreprises¹, avec des hausses annuelles respectives de 0,7 % et 1,1 %, ce sont les grandes entreprises qui ont le plus contribué à la croissance totale de l'emploi avec une hausse de 2,7 %. De plus, 72,4 % de ce gain total de l'emploi vient des grandes entreprises, la contribution des petites entreprises étant de 17,6 %.

Trois secteurs ont principalement contribué à cette hausse de l'emploi : le commerce de détail; le secteur des soins de santé et de l'assistance sociale; les services administratifs, de soutien, de gestion des déchets et d'assainissement. Certains secteurs ont toutefois connu des pertes d'emploi, notamment le secteur de la fabrication et celui de l'exploitation forestière. Au quatrième trimestre de 2005, le secteur de la fabrication a perdu 38 200 emplois environ, soit un recul de 1,9 % en un an. La grande majorité des pertes provient des moyennes et grandes entreprises. La perte nette de 1 623 emplois en un an (une baisse de 2,5 %) dans le secteur de l'exploitation forestière reflète les difficultés qu'a traversées ce secteur; ce sont les petites entreprises qui ont été les plus touchées, avec une perte nette de 1 860 emplois.

¹ Les petites entreprises comptent moins de 100 employés et les moyennes comptent de 100 à 499 employés. Les grandes entreprises sont celles qui ont un effectif de 500 employés ou plus.

COUP D'ŒIL sur l'économie

Données au 7 avril 2006

Produit intérieur brut (PIB) réel du Canada. Le PIB réel a progressé à un taux annualisé de 2,5 % au cours du quatrième trimestre de 2005, après une hausse de 3,5 % au trimestre précédent. Les dépenses intérieures totales ont augmenté de 4,3 %, mais on observe une baisse des exportations nettes malgré la hausse de la croissance des exportations réelles au quatrième trimestre (9,6 %) par rapport au trimestre précédent (7,4 %). La croissance plus vigoureuse des importations réelles (11,4 % au quatrième trimestre par rapport à 10,2 % au troisième trimestre) a absorbé une part accrue des dépenses intérieures. En ce qui a trait aux entreprises, leurs bénéfices (avant impôts) ont encore augmenté pour atteindre le niveau record de 14,6 % du PIB. En ce qui a trait aux particuliers, le revenu personnel disponible a augmenté de 5,3 % et le taux d'épargne a progressé de 0,3 %, après avoir reculé pendant trois trimestres consécutifs. En 2005, l'économie canadienne a enregistré une croissance de 2,9 %, soit un taux identique à celui de 2004.

Dépenses de consommation. Les dépenses de consommation ont augmenté de 2,9 % au quatrième trimestre, après une hausse de 2,4 % au trimestre précédent. Les achats de biens semi-durables et de services sont à l'origine de cette hausse, tandis que les dépenses au titre des biens durables ont diminué pour la première fois en huit trimestres. Pour 2005 dans son ensemble, toutefois, les dépenses au titre des biens durables affichent une augmentation de l'ordre de 6 %, stimulées par la hausse des revenus et un marché du logement en pleine expansion. Les dépenses totales de consommation ont progressé de 4 % en 2005, soit la hausse annuelle la plus élevée depuis 2000.

Investissement dans l'habitation. L'investissement dans l'habitation a augmenté de 1,4 % au quatrième trimestre de 2005, après un recul de 2,5 % au troisième trimestre. Pendant les deux premiers mois de 2005, le nombre annualisé de mises en chantier s'est chiffré en moyenne à 245 000, soit 8,8 % de plus que le niveau moyen (225 000) enregistré au quatrième trimestre de 2005.

Investissement des entreprises dans les machines et le matériel. Ce type d'investissement a progressé de 13,3 % au quatrième trimestre, après une augmentation de 15,3 % au trimestre précédent. La bonne tenue de la demande intérieure et étrangère, l'utilisation élevée de la capacité et les profits record ont fortement encouragé les entreprises canadiennes à investir. L'investissement des entreprises dans les structures a progressé de 6,8 % en 2005, en forte hausse par rapport à la croissance de 0,8 % enregistrée en 2004. Cette augmentation, combinée à la hausse de 10,7 % de l'investissement dans les machines et le matériel, a fait progresser l'investissement total des entreprises de 9,1 % en 2005, comparativement à 6,1 % en 2004.

Bénéfices des sociétés (avant impôts). Les bénéfices des sociétés (avant impôts) ont progressé de 16,4 % et à un taux annuel moyen de 17,6 % au cours des dix derniers trimestres, dépassant pour la première fois la barre des 200 milliards de dollars. En 2005, les industries de l'exploitation pétrolière, gazière et minière ont mené le bal, entraînant une augmentation générale des bénéfices, en grande partie en raison des prix élevés de l'énergie, mais les secteurs des services et de la construction ont également obtenu de bons résultats. Dans d'autres secteurs, en revanche, les bénéfices des entreprises ont chuté, en particulier dans celui de la fabrication, où la forte appréciation du dollar canadien a eu une grande incidence négative sur les industries fortement axées sur le commerce international.

PIB réel par industrie (aux prix de base¹). Le PIB réel par industrie aux prix de base a progressé de 0,2 % en janvier 2006, après une augmentation de 0,4 % en décembre 2005 et de 0,3 % en novembre. La hausse de janvier se concentrait dans les secteurs de la vente au détail et de gros, en particulier les ventes d'automobiles et d'ameublement de maison et dans les secteurs des finances et de l'immobilier.

¹ Le PIB aux prix du marché est établi d'après le prix payé par les acheteurs, incluant les taxes. Le PIB aux prix de base est le PIB calculé aux prix du marché, moins les prélèvements fiscaux applicables aux produits, plus les subventions à la consommation.

(suite à la page 6)

(suite à la page 7)

Tableau 3 : Variation nette sur 12 mois¹ de l'emploi rémunéré², selon l'industrie, quatrième trimestre de 2005

Trimestre	Variation		% de la contribution à la variation totale, selon la taille de l'entreprise (nombre d'employés)								
	%	Emplois	0-4	5-19	20-49	50-99	0-99	100-299	300-499	100-499	500+
T4 2004	1,2	163 507	-12,0	58,4	-12,7	-32,7	1,0	0,3	-0,7	-0,4	99,3
T1 2005	1,2	162 310	-7,4	32,3	-20,2	-29,6	-24,8	6,2	11,4	17,6	107,2
T2 2005	1,2	160 817	-3,8	-5,4	12,2	10,4	13,5	24,3	-20,0	4,3	82,2
T3 2005	1,4	186 005	3,8	-2,6	14,4	11,1	26,8	18,6	-8,4	10,2	63,1
T4 2005	1,6	219 582	6,7	-3,7	5,8	8,8	17,6	11,3	-1,3	9,9	72,4
Industrie	Variation (emplois)										
Exploitation forestière	-2,5	-1 623	-176	-599	-874	-211	-1 860	963	-256	707	-470
Exploitation minière, gazière et pétrolière	6,3	9 925	242	613	-488	168	535	1 563	9	1 572	7 818
Services publics	-0,6	-696	0	192	93	7	292	623	-216	407	-1 392
Construction	2,2	15 167	6 876	-2 375	228	-326	4 403	6 767	-1 572	5 195	5 569
Fabrication	-1,9	-38 192	-793	-2 417	435	-2 459	-5 234	-9 765	-9 103	-18 868	-14 089
Commerce de gros	-0,4	-2 981	581	-2 642	-1 184	-2 917	-6 162	785	1 812	2 597	584
Commerce de détail	2,5	43 125	-312	-2 127	6 184	8 537	12 282	10 484	3 128	13 612	17 233
Transport et entreposage	0,8	5 048	277	-619	-774	98	-1 018	296	-430	-134	6 199
Industrie de l'information et industries culturelles	2,5	8 647	311	-336	1 117	-1 970	-878	1 107	-302	805	8 720
Finances et assurances	1,7	9 646	584	227	1 259	-384	1 686	385	203	588	7 374
Services immobiliers et services de location et de location à bail	3,3	7 830	1 017	1 612	1 470	297	4 396	-964	1 326	362	3 071
Services professionnels, scientifiques et techniques	1,3	8 379	2 461	-2 152	149	1 218	1 676	-1 865	773	-1 092	7 797
Gestion de sociétés et d'entreprises	6,7	6 143	-1 379	-1 106	-842	548	-2 779	-437	-1 108	-1 545	10 465
Services administratifs et services de soutien, de gestion des déchets et d'assainissement	6,7	42 674	24	2 449	1 025	2 890	6 388	6 926	5 338	12 264	24 021
Services d'enseignement	2,6	25 963	268	553	414	464	1 699	2 591	-471	2 120	22 142
Soins de santé et assistance sociale	3,1	43 452	2 206	2 277	3 684	3 627	11 794	1 808	-8 350	-6 542	38 202
Arts, spectacles et loisirs	0,7	1 566	638	-1 072	-1 251	-833	-2 518	-2 017	2 854	837	3 247
Hébergement et services de restauration	1,4	12 941	326	-630	452	8 457	8 605	6 739	1 255	7 994	-3 659
Autres services (sauf les administrations publiques)	0,8	4 232	1 640	-185	1 339	1 956	4 750	-426	267	-159	-360
Administrations publiques	2,4	18 335	-57	187	332	191	653	-828	1 913	1 085	16 595
Canada – Total	1,6	219 582	14 732	-8 152	12 769	19 360	38 709	24 736	-2 930	21 806	159 066

Source : Statistique Canada, *Enquête sur l'emploi, la rémunération et les heures*, mars 2006.

¹ La variation nette sur 12 mois de l'emploi rémunéré correspond à la différence entre le niveau d'emploi à un trimestre donné et le niveau d'emploi du trimestre correspondant de l'année précédente.

² Les données de l'*Enquête sur l'emploi, la rémunération et les heures* excluent les travailleurs indépendants qui ne touchent pas de salaire et les employés des industries suivantes : agriculture, pêche et piégeage, services de ménages privés, organismes religieux et services militaires de défense. Les données ventilant l'emploi selon la taille des entreprises ne comprennent pas les entreprises non classifiées.

FAILLITES *commerciales*

Au Canada, l'année 2005 s'est caractérisée par une amélioration au chapitre du nombre de faillites commerciales, avec 609 faillites en moins par rapport à 2004, soit une baisse de 7,5 %. Le nombre d'entreprises faillies est en effet passé de 8 128 à 7 519. Seulement trois secteurs industriels sur vingt ont vu le nombre de faillites augmenter : les services administratifs, de soutien, de gestion des déchets et d'assainissement, avec une hausse de 3 %; les services d'enseignement, avec une hausse de 12 %; et les autres services (sauf les administrations publiques), avec une hausse de 4 %. Par contre, le passif lié aux faillites a connu une forte augmentation (36,0 %) par rapport à 2004, s'établissant à 4,2 milliards de dollars en 2005. Cette forte hausse provient surtout du secteur des finances et des assurances, dont le passif lié aux faillites est passé de 49,9 millions de dollars en 2004 à 1,30 milliard en 2005. Le passif moyen s'est donc établi à près de 553 000 \$ par entreprise faillie, une hausse de 47,0 % par rapport à 2004.

Au quatrième trimestre de 2005, on a enregistré 1 726 faillites commerciales, soit une baisse de 12,2 % par rapport au trimestre correspondant de 2004. Toutefois, le passif lié aux faillites a augmenté de 175 % durant cette période, pour se chiffrer à 2,08 milliards de dollars. Cette hausse est principalement due au niveau exceptionnellement élevé de 1,28 milliard de dollars du passif lié aux faillites dans le secteur des finances et des assurances. Ce chiffre constitue plus de la moitié du passif total au quatrième trimestre de 2005, alors qu'il ne concerne que 31 entreprises faillies. Par conséquent, le passif moyen a grimpé à 1,2 million de dollars par entreprise faillie au quatrième trimestre de 2005, alors qu'il se chiffrait à 386 000 \$ un an plus tôt.



COUP D'ŒIL *sur l'économie*

Données au 7 avril 2006

(suite de la page 5)

Excédent du compte courant. L'excédent du compte courant s'établissait à 53,2 milliards de dollars (valeur annualisée) au quatrième trimestre, soit 22 milliards de plus qu'au trimestre précédent. Il s'agissait du 26^e excédent trimestriel de suite. En 2005, l'excédent du compte courant a atteint 30,2 milliards de dollars, battant son précédent record de 29,3 milliards de dollars établi en 2000.

Emploi. Le nombre d'emplois a augmenté de 51 000 (0,3 %) en mars 2006. Il s'agissait principalement d'emplois à temps plein. Cette hausse a fait baisser le taux de chômage de 0,1 %, le ramenant à 6,3 %, soit son niveau le plus bas en 32 ans. La hausse de mars a fait grimper à 101 500 le nombre d'emplois créés au premier trimestre de 2006, par rapport à une augmentation de 25 900 au premier trimestre de 2005. Cette hausse visait les emplois dans la plupart des secteurs de services, les gains les plus élevés ayant été réalisés dans l'information, la culture et les loisirs (17 000 ou 2,3 %) et les soins de santé et les services sociaux (16 800 ou 1 %). Les industries productrices de biens affichent des résultats moins satisfaisants, avec une perte de 12 000 emplois (-0,6 %) dans le secteur agricole, celui des services publics et celui de la fabrication, ce qui annule le gain réalisé en février. Le secteur de la fabrication axé sur les exportations, étranglé par l'excellente tenue du dollar canadien et le coût élevé de l'énergie, a perdu 189 000 emplois (-8,2 %) après avoir atteint un plafond en novembre 2002.

Indice des prix à la consommation (IPC). L'inflation (variation des prix d'une année à l'autre) est passée de 2,8 % en janvier à 2,2 % en février 2006, en raison de la baisse du prix de l'essence. Le taux d'inflation de base, qui exclut les huit éléments dont le prix est le plus volatil et les taxes indirectes, est demeuré à 1,7 %, au-dessus du point milieu de la fourchette cible officielle de 1 à 3 % visée par la politique monétaire.

Perspectives économiques. Les perspectives économiques demeurent positives, avec une croissance prévue de 3 % en 2006, le deuxième taux de croissance le plus élevé prévu dans les pays du G7 après les États-Unis, selon le Consensus Forecast de mars. La forte demande mondiale de produits de base, la solide création d'emplois, la hausse des bénéfices des entreprises et leurs fortes dépenses d'investissement devraient être d'importants facteurs à l'appui de la performance économique du Canada cette année. La forte croissance, principalement aux États-Unis et en Chine, et une reprise de la croissance chez les autres grands partenaires commerciaux du Canada, sont également de bon augure pour les perspectives économiques du Canada.

Banque du Canada. Le 7 mars 2006, la Banque du Canada a augmenté son taux directeur de 25 points de base, le portant à 3,75 %. Bien que l'inflation ait été conforme aux attentes de la Banque, tout donne à penser que l'économie canadienne continue de tourner à pleine capacité ou presque. La Banque a indiqué qu'il lui faudrait peut-être augmenter encore légèrement les taux d'intérêt pour juguler l'inflation. Aux États-Unis, la Réserve fédérale a encore haussé le taux des fonds fédéraux de 25 points de base pour le porter à 4,75 % le 28 mars. Il s'agit de la 14^e augmentation consécutive du taux depuis juin 2004. Le Federal Open Market Committee a fait observer que d'autres augmentations seraient peut-être indispensables pour maintenir la stabilité des prix.

Dollar canadien. Le huard a clôturé à 0,867 \$US le 6 avril 2006, en baisse de 1,9 % après avoir atteint le 3 mars son plus haut niveau en 15 ans, mais il demeure en hausse de 10 % par rapport à son bas niveau enregistré en mai dernier. La bonne tenue du dollar a été renforcée par une augmentation du prix des produits de base ainsi que par la bonne performance de l'économie canadienne.

La rubrique « Coup d'œil sur l'économie » est préparée par la Direction générale de l'analyse de la politique micro-économique d'Industrie Canada. Veuillez faire part de vos commentaires à Kevin Koch, par téléphone au (613) 948-4068 ou par courriel à l'adresse koch.kevin@ic.gc.ca.

FAITS *nouveaux*

Études de cas sur de petites entreprises canadiennes exemplaires

Les entrepreneurs cherchent des exemples à suivre lorsqu'ils sont confrontés aux défis que constituent le démarrage et l'expansion d'une entreprise. La Direction générale de la politique de la petite entreprise d'Industrie Canada a donc préparé des études de cas qui montrent comment certains entrepreneurs canadiens prospères gèrent des questions commerciales courantes, depuis l'innovation, le développement des exportations et la gestion de la croissance jusqu'à la gestion des ressources humaines, à la planification de la relève et aux nouvelles formules de financement.

On peut consulter les études de cas à l'adresse www.strategis.gc.ca/pme-etudes-cas.

Présentation de l'Acadia Institute for Entrepreneurship : été 2006

L'Acadia Institute for Entrepreneurship, établi à Wolfville, en Nouvelle-Écosse, offre aux professionnels du développement des petites entreprises jusqu'à deux semaines de cours intensifs, de réseautage et d'interaction sociale pendant l'été. Les facilitateurs du programme créent un milieu d'apprentissage coopératif qui encourage l'interaction du groupe et le transfert de connaissances.

Veillez consulter le site www.growsmallbusiness.ca pour obtenir de l'information sur l'inscription et obtenir un calendrier détaillé du programme.

Le Centre des petites et moyennes entreprises de l'Agence des services frontaliers du Canada, une ressource en ligne

L'Agence des services frontaliers du Canada (ASFC) est chargée d'offrir des services frontaliers intégrés qui renforcent la sécurité nationale tout en facilitant la libre circulation des biens et des personnes.

Dans le cadre de son mandat visant à faciliter le commerce, l'ASFC a créé le Centre des petites et moyennes entreprises, ressource en ligne chargée d'aider les PME à se conformer aux exigences et à la législation sur l'importation et l'exportation.

Au nombre des outils et ressources fort utiles du Centre, mentionnons :

- des guides sur l'importation et l'exportation, étape par étape;
- l'inscription en ligne aux séminaires d'information de l'ASFC;
- les formulaires des douanes B2 et B3, que l'on peut sauvegarder;
- le *Tarif des douanes*;
- un convertisseur de devises;
- des liens menant à des ministères et organismes fédéraux comme Commerce international Canada et Exportation et développement Canada.

Le Centre des PME est conçu pour répondre aux besoins des PME. Il met à leur disposition de l'information pratique sur le commerce transfrontalier, sept jours par semaine et 24 h par jour.

Visitez le site www.cbsa-asfc.gc.ca/sme/menu-f.html pour voir les nombreux autres outils qui s'offrent à vous, et n'oubliez pas de mettre ce site d'information en signet.

Bulletin trimestriel sur la petite entreprise – Direction générale de la politique de la petite entreprise

Le *Bulletin trimestriel sur la petite entreprise* est publié par la Direction générale de la politique de la petite entreprise d'Industrie Canada. Cette publication facile à lire donne un aperçu de la performance récente du secteur de la petite entreprise au Canada.

Si vous souhaitez vous y abonner, faites parvenir votre demande à l'adresse prg-sbpb@ic.gc.ca. Si vous avez des questions ou des commentaires concernant le contenu, veuillez en faire part au rédacteur :

Rova Rabemananjara
Courriel : rabemananjara.rova@ic.gc.ca

Direction générale de la politique de la petite entreprise
Industrie Canada
235, rue Queen
Ottawa (Ontario) K1A 0H5
Téléphone : (613) 941-1462
Télécopieur : (613) 946-1035
Site Web : www.strategis.gc.ca/recherchepe

Autorisation de reproduction

À moins d'indication contraire, l'information contenue dans cette publication peut être reproduite, en tout ou en partie et par quelque moyen que ce soit, sans frais et sans autre permission d'Industrie Canada, pourvu qu'une diligence raisonnable soit exercée afin d'assurer l'exactitude de l'information reproduite, qu'Industrie Canada soit mentionné comme organisme source et que la reproduction ne soit présentée ni comme une version officielle ni comme une copie ayant été faite en collaboration avec Industrie Canada ou avec son consentement.

Pour obtenir l'autorisation de reproduire l'information contenue dans cette publication dans un but commercial, veuillez faire la demande par courriel (copyright.droitdauteur@communication.gc.ca).

ISSN 1205-9099

54293B



10 %